



Gauche(s)

Matthieu Pigasse, cet « ami » qui veut du bien à la gauche

Le banquier d'affaires devenu patron de presse est omniprésent dans les médias, où il tente de se construire une image de présidentiable. Pour jouer un rôle en 2027, il mobilise sa machine médiatique et ses réseaux, dans un mélange des genres parfois surprenant.

Sarah Benhaïda et Alexandre Berteau

28 juin 2026 à 15h14

Un jour de la mi-juin, le téléphone de Matthieu Pigasse sonne. Sur l'écran, un nom s'affiche : Sophie Binet. Le banquier d'affaires a rencontré neuf mois plus tôt, presque jour pour jour, la secrétaire générale de la CGT, dans les coulisses de l'émission « L'événement » sur France 2. Depuis, ils se sont revus, se sont appelés pour parler de choses et d'autres. Mais cette fois-ci, Sophie Binet va droit au but : elle a besoin de son aide pour sauver Fibre Excellence.

Alors que les 670 salarié·es du fabricant de pâte à papier comptent les jours avant l'audience fatidique de liquidation judiciaire devant le tribunal de commerce de Toulouse (Haute-Garonne), Matthieu Pigasse demande à son groupe, Combat Holding, de rédiger une lettre d'intérêt « *qui explique qu'on est prêts à examiner une solution et à mobiliser un tour de table d'ici au 2 juillet* », raconte-t-il à *Mediapart*. Et l'envoie séance tenante au tribunal.

Ce n'est pourtant pas son habitude de jouer les Robin des bois. Dans un sourire, le propriétaire des *Inrocks* et de Radio Nova l'avoue : « *c'est la seule fois* » qu'on lui a fait une telle demande. Avant de se reprendre : « *la première fois* », comme si d'autres pouvaient suivre. Une générosité sans doute également poussée par une autre échéance : l'élection présidentielle de 2027.



Matthieu Pigasse, actionnaire de Mediawan, lors de l'audition de la commission d'enquête sur la neutralité, le fonctionnement et le financement de l'audiovisuel public, à Paris, le 26 février 2026.

© Photo Eric Tschaen / REA

Sur ce sujet aussi, l'homme assure se dévouer. S'il répète qu'il « *n'exclu[t] rien* », c'est, dit-il, « *à la suite de discussions avec Olivier Faure qui m'a dit : "Est-ce que tu serais prêt à y aller ?"* ». Il lui a répondu oui. Car, s'il n'est plus membre du Parti socialiste (PS) – qui indique n'avoir aucune trace de lui dans ses listings des vingt dernières années –, l'ancien conseiller technique de Dominique Strauss-Kahn, devenu directeur de cabinet adjoint de Laurent Fabius, reconnaît parler souvent au premier secrétaire actuel.

Et tout autant à Jean-Luc Mélenchon. Une gageure à gauche, où les leaders de partis et même de courants rivaux mettent ces derniers temps un point d'honneur à ne pas s'adresser la parole. Olivier Faure, englué dans une énième crise au PS, et le candidat de La France insoumise (LFI) ne commentent pas leur relation avec Matthieu Pigasse et laissent leurs entourages minimiser les échanges. Celui de Jean-Luc Mélenchon se borne à dire que les deux hommes se sont côtoyés dans le gouvernement de Lionel Jospin et « *se parlent parfois de gens qu'ils connaissent tous les deux* ».

SMS et jeux d'échecs

De ses années au PS, l'ancien haut fonctionnaire a gardé un carnet d'adresses fourni. Et autant, dit-il, « *de messages de socialistes* » en scrollant sur son écran. Sur Fibre Excellence, par exemple, à la voix de Sophie Binet s'est mêlée celle de Carole Delga, présidente PS de la

région Occitanie. « *Je m'entends plutôt bien avec elle* », glisse Matthieu Pigasse. Comme avec Marine Tondelier, qu'il a rencontrée à deux reprises ces derniers mois. Et avec Olivier Faure, donc.

Début juin, ce dernier lui a expliqué son plan, dans lequel la gauche est un jeu d'échecs bloqué : pour le gagner, il faudrait ramener des pièces extérieures au jeu. Les options du patron du PS étaient alors au nombre de trois : Laurent Berger, Cécile Duflot et Matthieu Pigasse. Mais rapidement, la concurrence a disparu. L'ex-patron de la CFDT a annoncé sur France Inter qu'il ne serait pas candidat et l'ex-ministre écologiste, elle, se fait rare depuis un moment.

Un socialiste proche d'Olivier Faure nuance : « *Avec Olivier, on ne sait jamais ce qui est vrai, ce qui est faux. Et parfois, c'est différent de ce que les gens entendent. Michel-Édouard Leclerc a dit la même chose récemment* », affirme-t-il, alors que le patron de supermarchés vient en effet de confier à Paris Match que le premier secrétaire du PS lui avait demandé de participer à la primaire de la gauche.



Matthieu Pigasse, à gauche, lors d'un rassemblement de la gauche non mélenchoniste organisé ce printemps par le mouvement Le Souffle breton, en vue de l'élection présidentielle de 2027, à Liffre (Ille-et-Vilaine), le 25 avril 2026. © Photo Alain Robert / Sipa

Pour Karim Bouamrane, maire socialiste de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), qui dit partager avec son « *ami* » Matthieu Pigasse la passion « *du rock et du hip-hop* », le banquier d'affaires « *n'a aucun intérêt à être le pion ou le cheval de Troie de qui que ce soit* ».

De Jean-Luc Mélenchon par exemple ? Matthieu Pigasse ne cache pas partager des points communs avec le leader insoumis, citant pêle-mêle « *le besoin de radicalité de la*

société », la dénonciation de « *l'explosion des inégalités* » et de « *la difficulté de plus en plus grande à vivre décemment* », la question des « *bas salaires* » ou celle du « *recul des services publics* »...

Olivier Faure lui a d'ailleurs demandé s'il se retirerait s'il plafonnait à 10 ou 12 % dans les sondages derrière Mélenchon. « *Est-ce que tu penses que je ferais tout ça pour me dire en janvier, j'arrête ?* », lui a répondu Matthieu Pigasse. Dans l'entourage de l'homme d'affaires, on considère qu'une bonne partie de l'électorat de gauche se reporterait sur une candidature alternative à Jean-Luc Mélenchon.

Matthieu Pigasse souhaite que sa candidature s'impose comme une solution de repli naturel pour la gauche non mélenchoniste.

« *Si Matthieu Pigasse a des aspirations, qu'il vienne et qu'il gagne. Qu'il vienne se frotter à des élections collectives !* », lance le proche d'Olivier Faure cité plus haut. Justement, l'énarque n'écarte pas l'option de la primaire. « *Je pourrais. J'attends de voir les conditions* », dit-il à *Mediapart*. L'une d'entre elles, glisse son entourage, étant de s'assurer que cette primaire ne se transforme pas en « *piège glucksmannien* » – d'autant que pour l'homme d'affaires, le candidat pas encore déclaré mais déjà en campagne de Place publique (PP) est « *de droite* ».

Sans appareil militant à sa disposition, Matthieu Pigasse n'a pour l'instant d'autre choix que d'espérer que sa candidature s'impose comme une solution de repli naturel pour la gauche non mélenchoniste. Ou plutôt de tout faire pour qu'elle le devienne.

Dès janvier, son ancienne lieutenant au sein de son groupe de médias Combat (*Les Inrocks*, Radio Nova...) a ainsi repris du service pour assurer sa communication politique et le rendre omniprésent dans la presse. Une mission qu'elle partage avec le porte-parole de Matthieu Pigasse pour ses affaires chez Havas, le géant de la communication contrôlé par Vincent Bolloré, que le banquier considère pourtant comme l'un de ses principaux adversaires. Un service rendu sur son temps libre, tient à préciser le communicant.

Frontières poreuses

À l'automne, l'aspirant candidat publiera un nouveau livre avec pour thème « *la société de l'indécence* ». Il n'a pas non plus oublié de demander au dirigeant de son groupe de médias, Emmanuel Hoog, et à son numéro deux, Mathieu Levieille – par ailleurs à la tête de sa holding personnelle – d'acheter « *quelques noms de domaine* » pour héberger un éventuel site internet de campagne pour 2027. Au risque d'alimenter les accusations de mélange des genres entre ses ambitions politiques et son statut de patron de presse.

Avant même de chercher à s'incruster dans la course à l'Élysée, le multimillionnaire avait prêté le flanc à ces critiques en déclarant, en janvier 2025, vouloir « *mettre les médias [qu'il] contrôle dans [l]e combat* » contre « *la droite radicale* ». La droite et l'extrême droite le dépeignent depuis comme le miroir inversé de Vincent Bolloré – feignant d'ignorer que la puissance de l'écosystème du milliardaire réactionnaire est sans commune mesure avec l'influence des *Inrocks* et de Radio Nova.

Les frontières semblent, il est vrai, parfois poreuses dans l'esprit de Matthieu Pigasse. Quand *Mediapart* l'interroge sur les éventuels expert-es qui plancheraient déjà sur son projet, il répond du tac au tac qu'il vient par exemple de recruter l'économiste hétérodoxe Thomas Porcher, faisant en réalité référence à son arrivée, annoncée le 19 juin, dans l'équipe de la matinale de Radio Nova...

« Je suis du bon côté de la barrière. »

Matthieu Pigasse

À la tête depuis 2020 du bureau parisien de la banque d'affaires états-unienne Centerview, l'ancien coactionnaire du journal *Le Monde* assure que l'indépendance de ses médias sera totale s'il part en campagne. « *Si je m'engage, je devrais mettre en place une gestion externe, en dehors de moi, des activités business et médias* », reconnaît-il dans les locaux de son groupe de presse, où il a donné rendez-vous à *Mediapart* pour parler de sa tentation élyséenne. Il précise qu'il créerait un fonds de dotation pour y loger ses parts dans Combat et les rendre incessibles, comme l'a fait son ancien acolyte Xavier Niel avec *Le Monde*.

Homme de réseaux, Matthieu Pigasse veille à continuer de tisser sa toile. Il invite par exemple le 12 mai à sa table au dîner de la Fondation Danielle-Mitterrand, repaire d'éléphants socialistes, le président du Medef de l'Est parisien, dont il a repéré trois mois plus tôt la tribune contre l'opération séduction du patronat menée par le Rassemblement national (RN). L'année passée, des collaborateurs de Centerview ont pu croiser dans leurs locaux l'humoriste controversé Yassine Belattar, un temps macroniste. Les deux hommes assurent que le rendez-vous n'avait rien de politique.

En affaires aussi, son carnet d'adresses fait le grand écart. En 2021, il a nommé au conseil d'administration des *Inrocks* le financier Frédéric Michel, homme de confiance de la famille du magnat états-unien des médias Rupert Murdoch, que Matthieu Pigasse a compté parmi ses clients. Frédéric Michel a dû céder son siège fin 2022 quand il est devenu le conseiller en communication d'un autre adversaire de Matthieu Pigasse... son ancien rival dans la banque Emmanuel Macron.

Le conseil d'administration du magazine accueille toutefois encore l'homme d'affaires Pascal Houzelot, mis en examen en janvier 2025 pour trafic d'influence actif, escroquerie et abus de confiance. Questionné sur le sujet, l'entourage de Matthieu Pigasse annonce soudainement qu'il sera « *mis fin à ses fonctions lors de la prochaine assemblée générale, le 30 juin* ».

Rock & tax the rich

Le 24 janvier, le banquier était à la Maison-Blanche pour la projection d'un documentaire sur Melania Trump, comme l'a raconté Le Figaro. Sur invitation d'Amazon MGM Studios et non de Donald Trump, ne cessent de marteler ses communicant-es. Le film a été produit par son ami Maximilien Arvelaiz, son poisson-pilote au Venezuela depuis des années.

En mai, Matthieu Pigasse a justement décroché un contrat exceptionnel pour restructurer la dette colossale de Caracas. Un sacré coup, reconnaissent plusieurs banquiers parisiens, sur lequel plane l'ombre de Donald Trump. Son ancien conseiller pour l'Amérique latine s'est d'ailleurs empressé de confier au Wall Street Journal qu'il avait lui-même activement soutenu le choix du Français.

Congo, Argentine, Togo, Irak, Grèce, Ghana... Comme banquier, Matthieu Pigasse s'est fait un nom en conseillant divers chefs d'État aux finances asphyxiées pour restructurer leur dette. Ce rôle – rémunérateur pour les banques mandatées – se traduit souvent par l'austérité pour rassurer les créanciers, mais lui s'en défend fermement et rappelle s'être opposé à la troïka (Banque centrale, Commission européenne et Fonds monétaire international) en Grèce en 2012.

Homme de « gauche radicale », mais homme d'affaires avant tout, Matthieu Pigasse a parfois du mal à tenir les deux bouts.

Actionnaire de Deezer – il a touché 30 500 euros en 2025 pour siéger au conseil d'administration de la plateforme de streaming –, l'énarque a réussi à installer depuis des années son image de « *banquier rock* » voire « *d'extrême gauche* ». Mais le patron de 58 ans sait que sa carrière au service du capitalisme français pourra freiner une partie de l'électorat de gauche. Il se défend en opposant la « *bonne* » finance – celle que sa banque pratiquerait, entre restructuration de dette et conseil en fusion-acquisition – à la « *mauvaise* » : la spéculation financière. « *Je suis du bon côté de la barrière* », promet-il.

« *Politiquement, il est constant* », reconnaît aussi un de ses détracteurs. En 2015, l'intéressé était l'un des rares à soutenir *mordicus* le projet de taxe à 75 % sur les très hauts revenus envisagé par François Hollande. Et aujourd'hui la taxe Zucman. « *Il dit qu'il est contre les riches mais il n'a toujours bossé qu'avec des riches. C'est un pur produit de l'élitisme, comme Emmanuel Macron* », s'amuse un banquier hostile, en vantant son « *intelligence* » aussi supérieure que « *son ego* ».

Homme de « *gauche radicale* », mais homme d'affaires avant tout, Matthieu Pigasse a parfois du mal à tenir les

deux bouts. Il n'a pas empêché la multinationale familiale Derichebourg, dont il est administrateur, de licencier subitement les salariées voilées de son entreprise de restauration collective Elior. En mars 2025, le même fustigeait les attaques de Bruno Retailleau et de Jordan Bardella contre l'islam. « *Les hôpitaux sont en ruine, les services publics sont menacés, les salaires stagnent, la précarité progresse, le monde va mal, mais leur priorité c'est d'interdire le voile sur un terrain de foot* », s'indignait-il sur X. Aujourd'hui, il assure n'avoir jamais entendu parler de la décision d'Elior.

« *Il est obnubilé par l'idée de battre le RN et foncièrement antiraciste*, le défend malgré tout Karim Bouamrane. *Ce n'est pas parce qu'on est banquier ou businessman qu'on ne peut pas être porté par de vraies valeurs de progrès.* » Le maire de Saint-Ouen est d'ailleurs lui-même candidat déclaré à la présidentielle. Et donc un prétendant de plus dans le marigot de la gauche où Matthieu Pigasse espère être le dernier à surnager.

Sarah Benhaïda et Alexandre Berteau

Boîte noire

Sauf mention contraire, toutes les personnes citées dans cet article ont été jointes par téléphone ou rencontrées *de visu* entre le 17 et le 23 juin. Matthieu Pigasse nous a accordé un long entretien, vendredi 19 juin, dans les locaux de son groupe de presse.

L'homme d'affaires a demandé à relire ses citations avant publication. Il en a retoqué une partie, et modifié certaines à la marge.